



Réseau Eau
et milieux naturels aquatiques
France Nature Environnement
6 rue Dupanloup - 45 000 Orléans
02.38.62.55.90 -
Heau@fne.asso.fr

SYNTHESE DES ACTIONS MENEES PAR LE RESEAU EAU DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT EN FAVEUR DE LA DIRECTIVE-CADRE SUR L'EAU

LA DIRECTIVE-CADRE SUR L'EAU : C'EST QUOI ?

La Directive-Cadre sur l'Eau (DCE) marque une grande avancée dans la politique environnementale européenne, qui (en)traîne les 25 Etats membres de l'Union vers une réelle amélioration de la qualité des eaux de surface (rivières, lacs, estuaires, littoral) et souterraines.

La DCE ne remplace pas les directives ou règlements antérieurs existants, mais leur donne une cohérence. Par ailleurs, elle innove sur 2 points majeurs :

- **L'objectif de bon état des eaux**

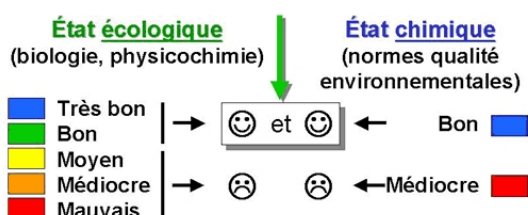
D'ici à 2015, la DCE exige des Etats qu'ils parviennent au « bon état des eaux », et ce en appliquant deux principes fondamentaux : la reconquête de la qualité des eaux et la non-dégradation de l'existant.

Le bon état des eaux est ainsi défini :

LES EAUX DE SURFACE

Le bon état est atteint lorsque l'état biologique (les indicateurs de la vie du milieu) et l'état chimique (le respect des concentrations de substances prioritaires fixées par certaines directives européennes), dont il est constitué, sont simultanément au moins bons.

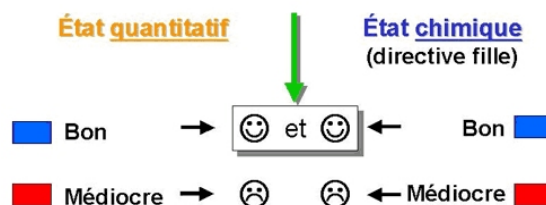
La notion de bon état eaux de surface



LES EAUX SOUTERRAINES

Le bon état est atteint lorsque l'état quantitatif et l'état chimique, dont il est constitué, sont simultanément bons.

La notion de bon état eaux souterraines



L'objectif de bon état des eaux constitue un bon en avant dans la prise en compte et la connaissance des milieux, leur préservation, et la prise de conscience que nous avons besoin de milieux naturels aquatiques en bonne santé. Pour la première fois, on prône la qualité de l'écosystème comme objectif de la bonne gestion de l'eau.

- **La consultation du public**



L'article 14 de la DCE, qui requiert l'information et la participation du public, s'inscrit dans l'esprit de la convention d'Aarhus signée en 1998. La France a donc lancé une première consultation du public, du 2 mai au 2 novembre 2005, sur les enjeux de la politique de l'eau. Sur une durée de 6 mois, les acteurs de l'eau, parmi lesquels figurent les associations de la protection de la nature et de l'environnement, sont allés à la rencontre du grand public pour lui expliquer les objectifs de la DCE et l'encourager à exprimer son opinion au moyen des questionnaires qui ont été rédigés par les 6 Agences de l'eau, pour les 7 bassins hydrographiques suivants : Adour-Garonne ; Artois-Picardie ; Corse ; Loire-Bretagne ; Rhin-Meuse ; Rhône-Méditerranée ; Seine-Normandie.

LES ASSOCIATIONS : PARTENAIRES-RELAIS PRIVILEGIÉS DE LA DCE

Les associations de consommation ou de protection de l'environnement sont reconnues à 62% par les habitants du bassin hydrographique de Loire Bretagne comme des partenaires-relais privilégiés (d'après le bilan de la consultation délivré par l'Agence de l'eau Loire Bretagne en février 2005). Une campagne comme celle de la DCE ne manque pas de rappeler la vocation des associations de se positionner comme relais privilégié de l'information vers « le grand public ». Le résultat de cette première consultation est très encourageant à ce titre : le public tout autant que les acteurs de l'eau reconnaissent aux associations la place essentielle qu'elles doivent tenir – et qu'elles tiennent ! – dans la société.

Lors de cette première manche de consultation du public dans le cadre de la DCE, les associations ont acquis une expérience, renforcé un savoir-faire, validé des capacités qui seront à mobiliser lors du deuxième round : la prochaine consultation du public à l'automne 2007. Et pour préparer au mieux, et dès aujourd'hui, cette échéance importante dans le calendrier de la DCE, il est nécessaire de tirer les enseignements de cette première consultation.



Le réseau eau de FNE et son tissu associatif se sont impliqués en faveur de la DCE : au total, **42 associations** membres ou affiliées à FNE, de niveaux régional, départemental ou local, ont organisé **182 actions de dialogue** (conférences ; débats ; réunions publiques ; formations...) et **254 actions de terrain** (stands ; sorties de terrain ; visites commentées...). A l'issue des 6 mois de consultation, ce sont environ **53 400 questionnaires** qui ont été distribués au grand public par les associations.

FNE et ses associations ont impulsé une dynamique d'action pour ouvrir le débat public sur les thématiques de l'eau, pour aller à la rencontre du public, pour synthétiser l'information et la diffuser au plus grand nombre, pour sensibiliser chacun à son attitude envers la ressource en eau, pour recueillir les avis et attentes des français... Elle s'est organisée ainsi :

Conférence-débat organisée par Poitou-Charente

⇒ **Les actions de dialogue**

Elles ont touché un public peu nombreux mais attentif. N'ayant pas nécessairement de notions approfondies sur le sujet traité, les auditeurs se sont montrés intéressés et actifs dans le débat. L'information qui est transmise lors de ces événements est plus complète, plus riche, plus étayée, car l'auditoire est venu chercher l'information, a pris le temps de découvrir les présentations qui lui sont proposées...



Stand tenu par Nature Environnement 17

⇒ **Les actions de terrain**

Les stands s'adressent à un public très large et diversifié, qui n'est pas spécifiquement attiré par la problématique de l'eau. Il passe au grès des stands, et l'information qui lui est proposée ne peut être que synthétisée et rapide d'accès. Les sorties nature ou découvertes, quant à elles, permettent aux animateurs de proposer une « mini-formation » environnementale in situ et concrète. Ces sorties permettent d'intéresser le public par le biais de ses loisirs.

⇒ **L'accompagnement des questionnaires**

La présence et la disponibilité des associatifs lors de la distribution des questionnaires a permis d'offrir aux individus une explication directe, adaptée et positive de la démarche DCE et du but de ces questionnaires. Les enjeux étant complexes et les questionnaires relativement longs à remplir, une aide à la compréhension s'est révélée essentielle, voire indispensable. Le public touché a chaque fois exprimé sa satisfaction à pouvoir remplir le questionnaire en connaissance de cause.

La DCE a été adoptée en 2000.

La première consultation a eu lieu en 2005. La prochaine se déroulera en 2007.

Et le bon état des eaux doit être atteint en 2015...

Il n'y a pas de temps à perdre pour sauver nos rivières et d'en garantir les usages !

Le Réseau Eau de FNE a édité un bilan (CD-Rom) de toutes les actions qu'il a mené, ainsi que des activités portées par ses associations membres en faveur de la DCE ; ce rapport est disponible sur demande. Il tend à démontrer la possibilité de mettre en œuvre une démarche de « bonne gouvernance ».



DESTINATION 2007 !

La prochaine consultation du public aura lieu en France en automne 2007, et portera sur la révision des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et de leur programme de mesure. A nouveau, tous les français seront invités à se prononcer sur ces documents.

Les SDAGE ont été créées par la loi sur l'eau de 1992. Son article 3 précise que le SDAGE « fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ».

Les associations auront un grand rôle à jouer dans cette campagne 2007 ; rôle pour lequel elles doivent se préparer dès à présent. D'autant qu'elles pourront s'appuyer sur des atouts essentiels :

- la confiance du public comme relais d'information
- la reconnaissance de la part des acteurs de l'eau engagés pour la DCE
- l'expérience de 2005 avec les réseaux de partenariats déjà tissés
- une présence dans les CLE (Commission Locale de l'eau) qui élaborent les SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux), outils de gestion locale et concertée, compatibles avec les SDAGE
- une volonté croissante de s'impliquer en faveur de la DCE
- ...

Néanmoins, les associations auront besoin de se former, de s'approprier ces SDAGE. Car la consultation de 2007 abordera des aspects de la gestion de l'eau plus techniques, et sans doute plus complexes, que celle de 2005. Pour les aider dans cette tâche, le réseau eau de FNE organise le 13 mai 2006 une rencontre associative d'échanges d'expérience en vue d'élaborer une stratégie pour 2007.

En effet, dès aujourd'hui, nous devons orienter la réflexion associative vers la préparation d'une nouvelle consultation. Car celle-ci doit retentir dans l'esprit de tous les citoyens français : afin qu'ils se penchent davantage sur leurs lacs et leurs fleuves, qu'ils prennent à cœur de participer à la politique de l'eau, et qu'ils saisissent cette opportunité de faire entendre leur voix.

L'enjeu pour les associations, lors de la deuxième consultation, ne sera pas de dire « on y était », mais de pouvoir affirmer « on était prêt » ! Néanmoins, afin de s'engager au mieux, et le plus tôt possible, les partenaires-relais ont besoin de moyens financiers pour gagner en efficacité : les Agences de l'eau seront sollicitées pour soutenir l'effort associatif en faveur du bon état des eaux.

A nous, associations, à vous, journalistes, et à tous les acteurs de l'eau revient la possibilité de donner toute son ampleur à la campagne DCE, qui porte enfin une véritable ambition, laissant espérer aux enfants d'hériter de leurs parents d'une France aux eaux vives, saines et libres.